DÉCLARATION

Du Citoyen MENNESSON,

DÉPUTÉ DU DÉPARTEMENT DES ARDENNES,

A LA CONVENTION NATIONALE DE FRANCE.

CITOYENS,

Le premier besoin de l'homme public eſt la confiance, sans laquelle il ne peut opérer le bien : tant que cette confiance précieuſe l'environne, il eſt de ſon devoir de reſter en place, parce qu'il a tout ce qu'il faut pour agir, mais du moment auſſi qu'elle s'altère ou qu'elle lui échappe, c'eſt pour lui une obligation d'en ſortir, car ſa préſence ſeroit alors un véritable mal politique. Fidèle à cette maxime d'un gouvernement libre, je ſuis reſté conſtamment à mon poſte, tant que j'ai cru la Convention inveſtie de la plénitude de cette puiſſance morale, ſur laquelle

repose le salut de la patrie, & sans laquelle il n'est plus de respect pour les lois. Maintenant que tout concourt à la lui faire perdre; maintenant qu'elle se perd elle-même par sa propre foiblesse, par sa coupable indulgence envers les conspirateurs, & par l'impunité du plus grand attentat qui puisse offenser une nation souveraine; maintenant que la dignité de la représentation est impunément outragée à la face de la France entière, que la liberté des magistrats du peuple est violée jusques dans le sénat même, & que par des clameurs séditieuses ou salariées, on est parvenu à étouffer la voix de ses plus zélés défenseurs; maintenant que par un fatal égarement de l'opinion populaire, égarement opéré sans doute par les menées d'une faction ambitieuse, l'infamie dont se couvre elle-même cette faction, plane sur la tête des meilleurs citoyens, & semble établir la communauté du crime à côté de celle des fonctions; maintenant enfin que le poison de la diffamation, distilé sans cesse par des plumes vénales & mensongères, par des hommes qui se sont orgueilleusement constitués eux-mêmes les régulateurs de l'opinion, attaque avec violence le nom des vrais amis du peuple, au moment même où leur vie est menacée du poignard des proscriptions; comme si, par un raffinement de cruauté, ils vouloient les frapper d'une double mort, & leur arracher l'existence même au-delà du tombeau; citoyens, je le confesse avec douleur, dans ce déplorable état de choses; il m'est impossible de résister plus long-temps à la crainte de survivre à l'estime de mes contemporains, il m'est impossible de m'exposer davantage à la honte de siéger à côté d'infames calomniateurs, au risque de partager avec eux toute l'horreur que leur mémoire doit inspirer à l'univers, tant qu'il y existera des hommes & des vertus. Je rends justice, du fond de mon

cœur, à la probité de la grande majorité de mes collègues ; je connois le prix de leur conſtance généreuſe ; j'admire même leur dévouement, en blâmant leur indulgence : mais je frémis de le déclarer ; je cède au déſeſpoir de conſerver ici la confiance de la république ; & puiſque le moment eſt venu de s'expliquer avec franchiſe, je leur annonce hautement qu'ils la perdront cette confiance, ou plutôt qu'ils acheveront de la perdre, s'ils ne mettent enfin un terme à leurs ſcandaleuſes diviſions ; s'ils ne prennent une attitude impoſante & digne de la grandeur de leur caractère ; s'ils ne ſe hâtent d'acquitter la dette immenſe que réclament la juſtice & l'humanité, en frappant du glaive vengeur de la loi les aſſaſſins du 2 ſeptembre, les conſpirateurs du 10 mars & tous les provocateurs au meurtre, tous les violateurs de la propriété, qui infeſtent encore le ſol de la liberté, ou qui ſouillent ſon ſanctuaire, ſous quelque forme qu'ils ſe montrent, & de quelque titre qu'ils ſe prévalent ; car chez un peuple qui connoît la juſtice, la loi doit être égale pour tous ; il n'y a d'inviolable que la vertu : je les adjure donc pour la dernière fois, oui, je les adjure, & comme Français, & comme citoyen, de lever enfin le voile myſtérieux qui couvre, depuis trop long-temps, la ſtatue de la loi : qu'ils oſent l'envisager en face ; qu'ils ſoient ſévères, inflexibles comme elle ; & que l'égalité des peines comme celle des droits ne ſoit plus une vaine théorie, reléguée dans le code conſtitutionnel de la France ; il faut néceſſairement, oui, il faut que la loi règne, ou que le deſpotiſme revive ; il faut que l'anarchie ceſſe, ou que la tyrannie recommence ; il faut enfin que le crime ſoit puni, ou que la liberté ſuccombe pour jamais ; pour jamais il faut être eſclave ou républicain ; il n'y a point de milieu.

391

Choisissez, citoyens, c'est à vous de prononcer : votre salut, votre honneur, l'honneur et le salut de la république en dépendent : s'il ne s'agissoit ici que de votre existence individuelle ; s'il n'étoit question que de sacrifier une vie passagère ; je vous dirois : faites votre devoir sans inquiétude, jetez-vous, les yeux fermés, dans l'arêne, & attendez l'évènement ; ou plutôt je continuerois de me taire ; je me renfermerois paisiblement dans ma conscience, & m'enveloppant la tête de mon manteau, je saurois périr avec vous. Mais, citoyens, ce n'est pas de cela dont il s'agit ; il s'agit de sauver votre mémoire, et d'échapper à l'opprobre ; il s'agit de l'estime ou de la malédiction des siècles ; il s'agit de la gloire ou de la honte des générations. Malheur à vous, si vous ne veillez pas ! vous répondrez solidairement au tribunal de la postérité de tout ce que vous n'aurez pas fait pour son bonheur : quant à moi, j'ai pesé cette grande responsabilité, & j'ai ensuite considéré le tableau de notre situation ; je l'ai considéré, & j'ai résolu ma retraite. Beaucoup de bons citoyens, sans doute, me blâmeront de cette démarche, & je sens aussi tout ce qu'elle a de défavorable dans les circonstances ; mais quel que soit le jugement qu'on en porte, je déclare que je ne la blâmerai moi-même que quand vous aurez changé la vôtre ; & malgré l'amour profond que je porte à mon pays, j'avoue que je ne puis m'élever au-delà du sacrifice de mon existence. Si donc vous continuez à laisser flotter le vaisseau de l'état au gré des vents contraires, si vous ne vous hâtez d'adopter les grandes mesures qu'exige de vous la loi suprême du salut public, je me dépouille à l'instant de ma qualité de représentant, je reprends mon rang de simple citoyen ; je vais servir ma patrie comme volontaire.